

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

BULLETIN MENSUEL MONTHLY REVIEW

FONDÉE EN 1910 • PALAIS D'EGMONT

BRUXELLES . PALAIS D'EGMONT

MAI

SOMMAIRE

<i>Le but et les moyens d'action de l'U. A. I.</i>	71
<i>La Condition Juridique des Associations Internationales</i>	72
<i>Programme de prochains Congrès</i>	78
13 ^e Congrès de l'Association internationale pour le Christianisme libéral et la Liberté religieuse	
Conférence du Centre international des Engrais chimiques et Produits nécessaires à l'Agriculture.	
11 ^e Congrès de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	
7 ^e Congrès international de l'Enseignement ménager	
Conférence internationale de l'Union mondiale des Organisations pour la Paix	
2 ^e Congrès international de Défense Sociale	
<i>Echos</i>	79
<i>Congrès annoncés</i>	81

1949

CONTENTS

<i>Aim and Means of Action of the U. A. I.</i>	71
<i>Legal status of International Associations</i> - - - - .	72
<i>Programme of Coming Congresses</i>	78
13th Congress of the International Association for Liberal Christianity and Religious Freedom	
Conference of the International Center of Chemical Fertilizers & Products useful for Agriculture	
X1th Congress of the Women's International League for Peace and Freedom	
7th Congress of Home Economics	
Conference of the World Union of Peace Organisations	
2nd. International Congress on Social Defence.	
<i>News Plashes</i>	79
<i>Forthcoming Congresses</i>	81

MAY

Union Ass. int. 1949

n° 5

p. 69-84

Bruxelles, mai 1949

C. D. U. : 06 (100) (05)

Organization of congresses

Those who are at the head of International Associations frequently have to overcome serious difficulties when building up the different departments required for meetings and conferences. Generally organizers of such meetings cannot avail themselves of the experience of conferences previously organized by other associations. In many cases this entails much more expense and work, and diverts such organizers from the proper object of their conferences.

In order to meet such difficulties and to make the preparation of conferences easier for their organizers, the Union of International Associations :

1° has established a card-index of premises located in different towns throughout the world, which are generally used for the purpose of international meetings;

2° has secured the collaboration of a professional group of translators, interpreters, reporters and stenotypists having its headquarters in Brussels. It can supply conferences held in Europe with all or part of the staff required for translating (English, French, Spanish, Russian, Dutch, .Germans, interpreting (English, French), shorthand (English, French, Dutch), typing (English, French, Spanish, Russian, Dutch, German, Italian; and verbatim reporting (English, French), and moreover can take entire charge of the administrative secretariat of conferences as a whole.

All enquiries should be addressed to the Union of International Associations, Palais d'Egmont, Brussels.

L'organisation des congrès

Nombreux sont les dirigeants d'Associations Internationales qui ont à surmonter, lors de l'organisation de congrès ou conférences, des difficultés considérables pour parvenir à assurer les services nécessaires à la réussite de ces rencontres.

Les organisateurs, sont, la plupart du temps, dans l'impossibilité de profiter des renseignements recueillis lors de congrès préparés par d'autres associations. Il en résulte un surcroît de dépenses et de travail qui distraient les organisateurs de l'objet même des activités du congrès.

Pour obvier à cet état de chose, et faciliter la préparation des congrès, l'Union des Associations Internationales :

1° a constitué un fichier des locaux habituellement utilisés pour les rencontres internationales, dans les différentes villes du monde;

2° s'est assurée la collaboration d'un groupement de traducteurs, interprètes, sténotypistes et rapporteurs, dont le centre est établi à Bruxelles, et en mesure de fournir, pour les congrès à tenir en Europe, tout ou partie du personnel nécessaire aux travaux de traduction (français - anglais - espagnol - russe - néerlandais - allemand), d'interprétation (français - anglais), de sténographie (français - anglais - néerlandais), de dactylographie (français - anglais - espagnol - russe - néerlandais - italien - allemand), d'établissement des rapports (français - anglais) et pouvant également se charger de l'organisation de l'ensemble du secrétariat administratif des conférences ou congrès, quelle qu'en soit la nature.

Les demandes doivent être adressées à l'Union des Associations Internationales, Palais d'Egmont, Bruxelles (Belgique).

But et Moyens d'Action de l'Union des Associations Internationales

Pour répondre à une question qui nous fut posée de divers côtés, nous rappelons le but et les moyens d'action de l'Union des Associations Internationales tels qu'ils sont résumés dans ses Statuts approuvés par le Congrès de 1910 :

« L'Union a pour but d'établir des relations permanentes entre les Associations et Institutions Internationales et de seconder ainsi leur action et leurs travaux. Elle a notamment pour objet, l'étude en commun de toutes les questions relatives à l'organisation, à la coordination des efforts, à l'unification des méthodes en ce qu'elles ont de commun ou d'analogue pour les diverses Associations ou Institutions, la coopération entre elles pour l'étude, l'information, la documentation et l'extension des relations.

« Par la réalisation de son objet, l'Union se propose de contribuer au progrès de l'internationalisme pacifique et à l'organisation de la vie internationale. » (Art. 1^{er}).

L'Union peut se faire aider dans sa tâche « par des Commissions dont elle choisit les membres parmi les personnes de tous pays qui ont fait des questions de l'internationalisme une étude spéciale. Les Commissions délibèrent soit en assemblée, soit par correspondance ». (Art. 8).

« Pour réaliser son objet, l'Union peut mettre en œuvre tous les moyens d'action appropriés.

» Ces moyens sont :

- » a) les congrès ou conférences périodiques ;
- » a) une coopération continue aux travaux des diverses Associations Internationales et à la préparation de leurs congrès ;
- » c) l'organisation d'une enquête permanente sur les Institutions et les faits de l'internationalisme, ainsi que la centralisation de toutes les informations et de la documentation y relatives ;
- » d) des publications comprenant entre autres une revue et un annuaire, s (Art. 9).

Aim and Means of Action of the Union of International Associations

In response to a question several people have asked us, we set forth here below the aim and means of action of the Union of International Associations, as resumed in the Articles approved by the 1910 Congress :

« The object of the Union is to establish permanent relations between International Associations and Institutions, and thus second their work and action. In particular the Union aims at surveying as a whole all questions relating to the organisation, coordination of effort, unification of methods according to what they may have in common or similar for the various Societies or Institutions, cooperation between them for study, information, documentation and extending relations.

» By accomplishing its aim, the Union purposes to contribute to the progress of peaceful internationalism and to the organisation of international life ». (Art. I).

The Union may be helped in its task « by Commissions whose members it has chosen among persons from all countries making a special study of questions of internationalism. The Commissions deliberate either in assembly, or by correspondence ». (Art. 8).

« For the accomplishment of its purpose, the Union may take any steps deemed appropriate.

These are :

- a) periodical congresses or conferences ;
- b) a continuous cooperation in the work of the various International Societies and in the preparing of their congresses ;
- c) the organisation of a permanent enquiry on Institutions and questions of internationalism, as well as the centralisation of all relevant information and documentation ;
- d) publications, including a bulletin and a handbook ». (Art. 9).

La condition juridique des associations internationales

The legal status of international associations

347.191.11 (100)

L'enquête que l'Union des Associations Internationales a récemment faite, sur la possession de la personnalité juridique, par les Organisations internationales non gouvernementales, « permis de réunir des données approximatives sur le nombre d'organisations pourvues de la capacité civile et les législations nationales sur lesquelles celle-ci s'appuie.

Nous saisissons cette occasion pour remercier les associations qui nous ont répondu. D'autres ont manifesté, dans leur réponse, une certaine perplexité.

Le problème, de la condition juridique comporte différentes questions qu'il nous est impossible d'exposer dans le cadre du présent article et sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.

Il se résume en somme, à l'alternative entre l'édification d'un Statut International et le maintien de la situation actuelle où un certain nombre d'Associations Internationales se sont placées sous le régime de la loi du pays dans lequel elles ont établi leur siège. La plupart cependant se sont dispensées d'adopter un statut juridique.

On n'ignore pas que, depuis longtemps, nombreux sont ceux qui souhaitent qu'il soit « institué par voie de convention diplomatique, un Statut supernational à l'usage des Associations Internationales sans but lucratif qui à raison de leur nature ou de leur objet ne peuvent ni ne veulent se placer sous une législation associationnelle déterminée ». (i)

Des études diverses et des projets de convention furent faits à ce sujet.

Notre but est de faire part, de travaux, récents sur cette question et de faire connaître un avant-projet d'accord international tendant à faciliter le fonctionnement des organisations non gouvernementales.

Le 21 mai 1948, au cours de la Conférence des Organisations consultatives non gouvernementales, tenue à Genève, un Comité d'Etude fut constitué, qui avait pour tâche de « dans les douze mois, examiner s'il est désirable de conclure une Convention internationale accordant le statut de personne juridique en droit international aux Organisations internationales non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès des Nations-Unies »...

Les Organisations suivantes furent appelées à faire partie du Comité :

Alliance Coopérative Internationale. — Alliance

The enquiry recently conducted by the Union of International Associations on the possession of legal personality by International Non-Governmental Organisations, has permitted the assembly of approximate data on the number of organisations having civil capacity, and the national legislation on which this rests.

We take this opportunity to thank those Societies which have answered us. Some others showed a certain perplexity in their replies.

The problem of juridical status includes a variety of questions impossible to expound within the limits of the present article, and to which we will return at a later date.

Actually, it may be said to comprise the alternative between the building up of a legal status in International Law and the maintaining of the present situation, in which a certain number of International Associations have placed themselves under the regimen of the law of the country in which they have their offices. The majority, however, have dispensed with the adoption of a legal status.

It is well known that, for some time past, many hope to see « a supernational status established through diplomatic convention, for the use of international Associations without lucrative object which, by reason of their nature or their aim cannot or do not wish to be subject to a fixed Society legislation » (1).

With this end in view, various surveys have been made and draft conventions for an agreement elaborated.

Our object is to make known recent work on this question and give details of a draft plan for an international agreement tending to facilitate the working of non-governmental organisations.

May 21st 1948, during a Conference of Non-Governmental Consultative Organisations, held in Geneva, a Study Committee was constituted, whose task was « within the next twelve months, to examine the desirability of concluding an International Convention granting the Status of a legal entity in international law to International Non-Governmental Organisations having consultative status with the United Nations... »

The following Organisations were asked to sit on the Committee :

Catholic International Union for Social Service. — International Association of Penal Law. — International Chamber of Commerce. — Inter-

(1) Vœu exprimé par le 1^{er} Congrès Mondial des Associations Internationales en 1910.

(1) Resolution formed by the 1st World Congress of International Associations in 1910.

universelle de l'Association Chrétienne de Jeunes Gens. — Association Internationale de Droit Pénal. — Association de Droit International. — Chambre de Commerce Internationale. — Comité de Liaison des Grandes Associations Internationales Féminines. — Congrès Juif Mondial. — Fédération mondiale des Associations pour les Nations-Unies. — Organisation Internationale pour la Standardisation. — Union Catholique Internationale de Service Social. — Union Interparlementaire.

Le Comité invita à participer à ses travaux, l'Institut de Droit International et l'Union des Associations internationales.

Enfin, M. J. P. Vibouet, professeur à la Faculté de droit de Paris, fut coopté à titre d'expert. Le Professeur Max Habicht fut élu président du Comité ; M^{me} Eunice A. Carter, vice-présidente, et le D^r Gerhart M. Riegner, secrétaire.

L'avant-projet d'accord international mis au point par le Comité sera soumis, en fin juin, à Genève, à la conférence des Organisations consultatives non gouvernementales, laquelle décidera si ce projet sera présenté au Conseil Economique et Social de l'O.N.U.

Sachant le grand nombre d'associations qui sont vivement intéressées par cette question, nous publions ci-après, le texte de cet avant-projet en donnant auparavant, de larges extraits du rapport des travaux du Comité d'Etude. (1)

A la Session qu'il tint à Paris, les 1^{er} et 2 octobre 1948, le Comité estima qu'il était désirable d'établir un Statut légal en Droit international pour les Organisations internationales et d'arriver à la conclusion d'une Convention internationale à cet effet. Il nota qu'il y avait une connexion étroite entre le problème de l'établissement d'un Statut juridique international pour les Organisations consultatives, et celui, plus général et plus compliqué, de pourvoir d'un tel statut toutes les organisations internationales qu'elles possèdent ou ne possèdent pas le statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social ou auprès d'une Institution spécialisée des Nations Unies. Il considéra toutefois que la possibilité apparaît plus probable d'obtenir un tel statut juridique international s'il est limité au nombre restreint des Organisations consultatives.

Le Comité d'Etude décida donc que deux études séparées devaient être entreprises, l'une consacrée aux Organisations consultatives seules, l'autre à toutes les Organisations internationales.

Le Comité choisit M. J. P. Niboyet, et M. I. Kopelmanas comme rapporteur et rapporteur adjoint et les invita à préparer pour la seconde session du Comité d'Etude, un rapport sur le problème entier et si possible deux projets de conventions séparés...

national Coopérative Alliance. — International Law Association. — International Organization for Standardization. — Interparliamentary Union. — Liaison Committee of Women's International Organizations. — World's Committee of Young Men's Christian Association. — World Federation of United Nations Associations. — World Jewish Congress.

The Committee has invited the Institute of International Law and the Union of International Associations to take part in its work. Lastly, Mr. J. P. Niboyet, professor at the Faculty of Law in Paris, was co-opted as expert.

Professor Max Habicht was elected Chairman of the Committee ; Mrs. Eunice A. Carter, Vice-Chairman, and Dr. Gerhart M. Riegner, secretary.

The draft plan for an international agreement, elaborated by the Committee will be submitted, at the end of June in Geneva, to the Conference of Non-Governmental Consultative Organizations, which will decide whether this plan shall be presented to the Economic and Social Council of the U. N. O.

Knowing that a great number of Societies are keenly interested in this question, we publish here below the text of this draft plan, first giving long extracts from the report on the work of the Study Committee (1).

At its first Session held in Paris on October 1st and 2nd, 1948, the Committee felt that the question of the desirability of establishing a legal status in international law for international organizations and of suggesting the conclusion of an international convention to that effect, should be answered in the affirmative.

The Committee noted the connection of the problem of establishing international legal status for Consultative Organizations with the more general but more complicated problem of providing a legal status for all international organizations possessing or not consultative status with the Economic and Social Council or one of the specialized agencies of the United Nations. It considered, however, that it was more likely to secure such international legal status for the limited number of Consultative Organizations.

The Committee decided, therefore, that two separate studies should be undertaken, one dealing only with Consultative Organizations, and the second with all international organizations.

The Committee elected M^r Jean Paul Niboyet, professor at the faculty of law in Paris and M^r L. Kopelmanas (World Federation of United Nations Association), as rapporteur, respectively rapporteur-adjoint and invited them to prepare for the second session of the Study Committee a report on the whole problem, and if possible, 2 separate draft conventions as indicated above...

(1) Progress Report on the Activities of the Study Committee on the Legal Status of International Non-Governmental Organizations to the Conference of Consultative Non-Governmental Organizations to be held in Lake-Success on April 6, 1949. M. Habicht, Chairman; G. M. Riegner, Secretary. - Geneva, March 27, 1949.

Dans leur rapport, les rapporteurs se sont limités délibérément au problème de rétablissement d'un Statut juridique international pour les Organisations consultatives; ils ont élaboré un système juridique par lequel le Conseil Economique et Social pourrait, sur la demande d'une organisation consultative, lui accorder la personnalité juridique internationale. L'organisation consultative bénéficierait de ce Statut juridique international serait enregistrée aux Nations Unies et placée sous le contrôle du Conseil Economique et Social d'après des règles énoncées en un projet de résolution à adopter par l'Assemblée générale. Une convention internationale spéciale serait conclue sous les auspices des Nations Unies, et ouverte à l'adhésion de tous les Etats, membres ou non des Nations Unies; elle prévoirait, en faveur des organisations enregistrées aux Nations Unies, la reconnaissance de leur personnalité juridique, ainsi que des facilités spéciales dans l'exercice de leurs activités sur le territoire des Etats ayant adhéré à la Convention.

A sa seconde Session, tenue les 7 et 8 mars 1949 à Paris, le Comité d'Etude discuta, en détails, l'important rapport soumis par M. Kopelmanas et le professeur Niboyet. Il apprécia hautement ce rapport qu'il considéra de la plus grande importance pour toutes les études futures à entreprendre dans ce domaine.

Les membres du Comité d'Etude, tout en rendant hommage à l'étude accomplie, estimèrent cependant que le système envisagé par les rapporteurs placerait les organisations internationales sous un contrôle trop strict des organes internationaux, notamment le Conseil Economique et Social des Nations Unies; ils émisent l'avis qu'un organe essentiellement politique comme le Conseil Economique et Social ne pourrait pas aisément accomplir la tâche qui lui était assignée dans le rapport. Les organisations montrèrent une grande répugnance à abdiquer l'indépendance relative dont elles jouissent maintenant d'après les lois des pays où elles se sont établies, en faveur d'un organe international de contrôle qui serait influencé dans ses décisions par les changements constants se produisant sur la scène internationale. Quelques membres tout en étant moins adversaires du système envisagé par les rapporteurs, estimèrent cependant que le contrôle international, prévu par le rapport, pourrait être considérablement réduit et partant, rendu acceptable aux Organisations internationales.

Ils furent toutefois d'accord avec les autres membres que la situation politique actuelle n'était pas favorable à une telle suggestion.

Le Comité arriva donc à la conclusion que tout en continuant à considérer l'établissement d'un Statut juridique international pour les Organisations internationales comme désirable, il ne pensait pas que la convention proposée par les rapporteurs pourrait être acceptée par les Organisations non gouvernementales.

Le Comité estima cependant qu'il pourrait

In their report, the rapporteurs limited themselves deliberately to the problem of establishing an international legal status for Consultative Organizations and elaborated a legal system by which the Economic and Social Council could, on the basis of an application of a Consultative Organization, grant to such organization international juridical personality. The Consultative Organization benefiting of this international legal status would be registered with the United Nations and be placed under the supervision of the Economic and Social Council in accordance with rules laid down in the draft resolution to be adopted by the General Assembly. A special international convention to be concluded under the auspices of the United Nations and open for the accession of all States, whether members of the United Nations or not, would provide for such organizations registered with the United Nations, recognition of their juridical personality as well as special facilities for the carrying out of their activities, on the territory of the States having adhered to the Convention.

At its second session, the Study Committee discussed in detail the comprehensive report submitted by M. Kopelmanas and Prof. Niboyet.

The Committee expressed highest appreciation for this report, which it considered of utmost value for all future studies, to be undertaken in this field.

The members of the Committee, while paying high tribute to the study undertaken, felt, however, that the system envisaged by the rapporteurs, would place the international organizations under too strict a control of the international organs, e. g. the Economic and Social Council of the United Nations, and expressed the view, that an essentially political organ like the Economic and Social Council could not easily fulfill the tasks assigned to it in the report. The organizations showed great reluctance to abdicate their relative independence which they now enjoy in accordance with the national laws of the countries in which they have established themselves, in favor of an international control, which would be influenced in its decisions by the constantly changing development on the international scene. Some members, while less reluctant to accept the system envisaged by the rapporteurs, believed, however, that the international control provided for in the report could be considerably reduced and thus made acceptable to international organisations, but agreed with the other members, that the present political situation was not favorable for such suggestions.

The Committee, therefore, arrived at the conclusion, that while continuing to consider establishment of an international legal status international organizations as desirable, it did think that the convention proposed by the rapporteurs could be accepted by the non-governmental organizations.

The Committee, however, felt that it could make some contribution to the problem under

apporter une certaine contribution à la solution du problème. Tout en renonçant pour le moment à l'idée d'établir un statut conférant la personnalité juridique en droit international aux Organisations internationales, il fut d'avis qu'un progrès considérable pourrait être atteint en stabilisant le régime juridique des Organisations internationales consultatives, si les divers Etats pouvaient être amenés à reconnaître sur leurs territoires respectifs le statut légal que ces organisations ont acquis dans le pays où ils sont légalement constitués, et si certaines facilités pouvaient être accordées par tous les Etats à ces Organisations internationales. Le Comité élaborera donc un projet de convention assurant aux organisations consultatives la reconnaissance de leur statut légal acquis dans un pays, dans tous les autres pays, et prévoyant en même temps en faveur de ces organisations certaines facilités en vue d'exercer leur activité, spécialement en ce qui concerne la délivrance de passeports, les visas, les facilités de voyage, le personnel étranger, les réglementations monétaires et douanières, etc.

Le Comité discuta, pour terminer, une proposition de son Président, D' M. Habicht, suggérant que les difficultés considérables que rencontrent toutes les Organisations internationales, en raison des restrictions prévues par les réglementations monétaires étrangères, pourraient être aplanies par des arrangements spéciaux conclus avec la Banque des Règlements internationaux ou des Institutions bancaires similaires. Il autorisa son président à approfondir cette idée et de faire part de ses négociations à la Conférence des Organisations consultatives du mois de juin 1949.

Avant-projet d'accord tendant à faciliter le fonctionnement des organisations non gouvernementales admises au bénéfice d'un statut consultatif ou équivalent auprès des organismes des Nations Unies.

Vu que le développement de l'activité internationale des organisations non gouvernementales, notamment celles admises au bénéfice du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou d'un statut équivalent auprès d'une Institution spécialisée des Nations Unies, présente le plus haut intérêt pour le progrès des relations internationales.

Vu que l'absence d'un régime stable et certain entrave actuellement le fonctionnement satisfaisant de ces organisations.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les Etats adhérents s'engagent à accorder le bénéfice des dispo-

discussion. While renouncing for the moment the idea of establishing legal personality in international law for international organizations, it was of the opinion that considerable progress could be made in stabilizing the legal status of the consultative international organizations, if the various States could be induced to recognize on their respective territory the legal status which such organization had acquired in the country where it was legally constituted, and if certain facilities could be granted by all states to such international organizations. The Committee, therefore, worked out a draft convention, securing for Consultative Organizations, recognition of their legal status acquired in one country, in all other countries and at the same time, providing in favor of those organizations, certain facilities for carrying out their work, especially with regard to questions pertaining to the deliverance of passports, visas, travel facilities, foreign personnel, currency and custom regulations, etc.

The Committee finally discussed a proposal of its chairman, D' M. Habicht, suggesting that the acute difficulties which all international organizations are encountering with regard to the restrictions in foreign currency regulations, may be solved by special arrangements to be made with the Bank of International Settlement or similar banking institutes. It authorized its chairman to explore this idea and to report on his negotiations in this respect to the summer conference of the Consultative Organizations, in June 1949.

Preliminary draft agreement designed to facilitate the work of non-governmental organizations having consultative status with the economic and social council of the United Nations or an equivalent status with one or other of the Specialized Agencies.

Whereas the development of the international activity of non-governmental organizations, in particular those having consultative status with the Economic and Social Council of the United Nations or an equivalent status with one or other of the Specialized Agencies, is of the highest interest for the progress of international relations, and

Whereas the lack of a firm and assured regime is at present making it difficult for such organizations to operate satisfactorily.

It has been agreed as follows :

ARTICLE I. — The Acceding States undertake to confer the benefit of the provisions of the present Agreement on non-

sitions du présent accord aux organisations non gouvernementales répondant aux conditions suivantes :

- a) d'avoir été constituées sur le territoire d'un des Etats adhérents conformément à ses lois; et
- b) d'avoir obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou un statut équivalent auprès d'une Institution spécialisée des Nations Unies.

Chacun des Etats adhérents peut étendre le bénéfice du présent accord à toute autre organisation non gouvernementale de son choix.

ART. 2. — Les organisations visées à l'article 1^{er} jouissent de plein droit sur les territoires des Etats adhérents des droits qui leur sont reconnus dans le pays où elles ont été constituées.

Néanmoins, chacun des Etats adhérents peut limiter ces droits à ceux qu'il accorde sur son territoire à la catégorie la plus favorisée des organisations de la même nature.

Les Etats adhérents se réservent la faculté d'accorder aux organisations visées à l'article 1^{er}, un traitement plus avantageux que celui qui résulte de l'engagement précédent.

ART. 3. — Les Etats adhérents s'efforceront de faciliter, dans la mesure du possible, le fonctionnement et l'activité des organisations visées à l'article 1^{er}. Elles examineront, en particulier, avec une faveur spéciale, toute demande notamment à la délivrance de passeports, de visas et de devises, à l'occasion des voyages qui seraient entrepris par le personnel des organisations en cause pour les besoins du service ou par leurs membres ou représentants désignés pour assister aux réunions qu'elles organiseront ou qui seront organisées sous les auspices des Nations Unies.

ART. 4. — Les Etats adhérents s'efforceront de faire bénéficier les organisations visées à l'article 1^{er} pour le transfert de pays à pays et l'utilisation sur place des cotisations et autres fonds leur appartenant et destinés à couvrir les dépenses de leur

governmental organizations which fulfil the following conditions :

- a) that they shall have been constituted in the territory of one of the Acceding States and in conformity with its laws; and
- b) that they shall have been granted consultative status with the Economic and Social Council or an equivalent status with one or other of the Specialized Agencies.

Any of the Acceding States may extend the benefit of the present Agreement to any other non-governmental organization it wishes.

ART. 2. — The organizations covered by Article 1 shall be fully entitled to enjoy in the territories of the Acceding States the same rights as they enjoy in the country in which they were constituted.

Any of the Acceding States may, however, limit these rights to those which it grants in its own territory to the most favoured category of similar organizations.

The Acceding States reserve their right to grant the organizations covered by Article 1 more favourable treatment than that resulting from the foregoing undertaking.

ART. 3. — The Acceding States shall endeavour to facilitate, in so far as possible, the operation and activities of the organizations covered by Article 1. In particular, they shall consider with special favour, for example, any request for the issue of passports, visas and foreign exchange in connection with journeys made by the staff of the organizations in question on official business or by their members or appointed representatives travelling to attend meetings organized by the organizations or convened under the auspices of the United Nations.

ART. 4. — The Acceding States shall endeavour to allow the organizations covered by Article 1 to benefit by the most liberal procedure and at as favourable a rate of exchange as possible for the transfer from one country to another and for the utilisation on the spot of subscriptions and other funds belonging to them and

fonctionnement et le financement de leur activité du régime le plus libéral et d'un taux de change aussi avantageux que possible.

Cette disposition s'appliquera également au transfert de fonds nécessité par la cessation de l'activité de ces organisations sur le territoire d'un des Etats adhérents.

ART. 5. — Les Etats adhérents s'efforceront de ne pas appliquer aux organisations visées à l'article 1^{er} les restrictions concernant la main-d'œuvre étrangère édictées par leurs législations.

ART. 0. L'envoi par les organisations visées à l'article 1^{er} de leurs publications et documents à destination du territoire des Etats adhérents ne donnera lieu au paiement d'aucun droit de douane.

Les Etats adhérents s'engagent à réduire et à accélérer au maximum les formalités administratives auxquelles pourront être soumis les envois des publications et documents des organisations visées à l'article 1^{er}.

ART. 7. — Le présent accord sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats membres ou non de l'organisation des Nations Unies.

Il entrera en vigueur, à l'égard de chacun des *Etats* adhérents, à la date du dépôt par celui-ci auprès du secrétaire général des Nations Unies, de l'instrument d'adhésion émanant des organes qui, d'après leur droit constitutionnel interne, sont compétents pour engager valablement leur Etat.

ART. 8. — Les Etats adhérents se réservent le droit de dénoncer, à tout moment, le présent accord. La dénonciation comportera toujours un préavis de six mois.

Le préavis de dénonciation sera adressé au secrétaire général des Nations Unies qui en informera les autres Etats adhérents et toutes les organisations ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou un statut équivalent auprès d'une Institution spécialisée des Nations Unies.

Jusqu'à l'expiration du délai du préavis, ces organisations auront la faculté de liquider tous les biens leur appartenant sur le territoire de l'Etat dont émane la dénon-

intended to cover their operating expenses and the financing of their activity.

The above provision shall also apply in the case of the transfer of funds made necessary by the termination of the activity of such organizations in the territory of one or other of the Acceding States.

ART. 5. - The Acceding States shall endeavour to exempt the organizations covered by Article 1 from such restrictions relating to foreign labour as are laid down in their national laws.

ART. 6. — The despatch by the organizations covered by Article 1 of their publications and documents to the territory of the Acceding States shall not give rise to payment of any Customs duty.

The Acceding States undertake to reduce and to expedite, in so far as possible, the administrative formalities to which despatches of publications and documents of the organizations covered by Article 1 may be liable.

ART. 7. -- The present Agreement shall be open for the accession of all States whether members of the United Nations or not.

It shall come into force, as regards each of the Acceding States, on the date of its depositing with the Secretary-General of the United Nations an instrument of accession issuing from organs duly empowered under its national constitutional law to enter into a commitment binding the State concerned.

ART. 8. — The Acceding States reserve the right to denounce the present Agreement at any time. Denunciation shall always require six months' notice.

The notice of denunciation shall be addressed to the Secretary-General of the United Nations who shall notify thereof the other Acceding States and all organizations having consultative status with the Economic and Social Council or an equivalent status with one or other of the Specialized Agencies.

Until the expiry of the period of notice, the organizations affected shall be entitled to liquidate all property belonging to them on the territory of the State entering the denunciation and to export all their funds

ciation et d'exporter tous leurs fonds, sans que l'on puisse leur opposer les restrictions de change.

A la date de l'expiration du délai de préavis, les dispositions du présent accord cesseront de valoir à l'égard de l'Etat qui l'a dénoncé. Toutefois, la dénonciation n'aura pas d'effet rétroactif. Les actes des organisations en cause, accomplis avant l'expiration du préavis de dénonciation, demeureront valables et il restera toujours possible aux organisations en cause de s'adresser aux tribunaux de l'Etat qui a dénoncé le présent accord pour des contestations relatives aux actes commis avant l'expiration du préavis de dénonciation.

ART. 9. — Les Etats adhérents s'engagent à soumettre les contestations relatives à l'interprétation ou à l'application du présent accord à la Cour internationale de Justice.

without impediment from exchange restrictions.

On the date when the period of notice expires, the provisions of the present Agreement shall cease to apply in respect of the State which has denounced it. None the less, the denunciation shall have no retroactive effect. The acts of the organizations in question, performed before expiry of the notice of denunciation, shall remain valid and the organizations in question shall still be entitled to have recourse to the courts of the State which has denounced the present Agreement in connection with disputes over acts performed before the expiry of the notice of denunciation.

ART. 9. — The Acceding States undertake to submit to the International Court of Justice any disputes over the interpretation or application of the present Agreement.

Programme de prochains Congrès Programme of coming Congresses

13^e Congrès de l'Association Internationale pour le Christianisme Libéral
et la Liberté Religieuse

284.98 : 061.3

(100)

Dale et lieu : du 19 au 25 juillet 1949, à Amsterdam (Pays-Bas).

Secrétariat du Congrès : Pasteur Dr. S. van der Woude, 57, Reynier Vinkelskade, Amsterdam-Zuid, P.B.

Thème général : Le Message et la Mission de la Religion Libérale.

Section sur les problèmes sociaux : « Peut-on envisager en dehors du collectivisme et de l'individualisme, deux systèmes qui s'opposent, un troisième qui puisse les concilier. »

Section de théologie : « Quel est, à côté de sa tâche critique, le message positif du Christianisme libéral ? »

Section de pédagogie religieuse : « Comment faire comprendre le message du Christianisme libéral par la jeunesse d'aujourd'hui. »

Section sur le Christianisme et les religions mondiales : « La relation entre le Christianisme libéral et les religions mondiales. »

Une réunion de *Union Internationale des Femmes Chrétiennes Libérales* se tiendra le 21 juillet.

5th International Conference of the International Center of Chemical Fertilizers
and Products Useful for Agriculture

631.8 : 061.3

(100)

To be held in Zürich (Switzerland), August, 4th-8th, 1949.

General Secretary of the « Center of Chem. Fertilizers & Products for Agriculture », Zürich (Switzerland). Beethovenstrasse, 20.

Programme : the study of the situation that, after such a grave upset as caused by the world war, concerns the problem of chemical fertilizers and products use-

ful for agriculture, from the points of view of science, technics, economics and consequently of production, distribution and consumption of fertilizers and other products.

The following problems will be discussed : Nitric phosphate, potassic and mixed fertilizers; Methods of analysis of fertilizers; Products for phytosanitari defense.

XIth International Congress of the Women's International League for Peace and Freedom

172.4 : 396 :

To be held in Copenhagen. Denmark. August, 15th-19th, 1949. in the Parliament Building 1 Christiansborg Slot).

Secretariat : Anna L. Bloch. 12, Rue du Vieux-Collège. Geneva (Switzerland).

Title : « People united against war. for Peace and Freedom. »

Subjects :

- The Cause of World Tensions.
- Ways to Peace and Freedom by means of Education, Information.
- Bread and Peace.
- Regional Pacts.
- Colonial Questions.
- The Tension between East and West.

Seventh International Congress of Home Economics (100)

64 : 061.3

To be held in Stockholm. August 22nd-27th. 1949, in Parliament : Palace of the Riksdag (Riksdaghuset).

Secretariat of the Congress : Internationell Kongress för Unshallsundervisning. Contact Service, Rosenhad 2. Stockholm (Sweden).

Programme : Modern Civilization and Home Economics.

Subjects :

- Home Economics Education in Sweden.

- Psychology and pedagogies of home economics education.
- Concret problems set by living conditions due to modern civilization.
- The contribution of technics to domestic science of to-day.
- Application of the contribution of the technics to improving home life.

International Conference of the World Union of Peace Organisations

172.4 : 061.25 : 061.3 (100)

To be held at the Hotel de l'Observatoire. St Cergue Switzerland, from September 7th to 13th. 1949.

Secretary : St Cergue Conference. 1. Endsleigh street. London W.C.1.

Purpose : The main purpose of the Conference is to bring together représentative persons from the major

international and national organisations working in this field — together with leading experts on the questions under discussion.

Programme :

1. World resources and world needs;
2. War preparation and human survival;
3. World morality and world order.

2^e Congrès International de Défense Sociale (100)

342.7 : 061.3

Date et lieu : Liège, du 3 au 8 octobre 1949.

Secrétariat : M^r Raymond Janne. 117. Rue Louvrex. Liège.

Thème général : le problème de la responsabilité humaine du point de vue des droits de la Société dans ses rapports avec les droits de l'homme.

Section de philosophie et sociologie : « les limites du droit de la Société à déclarer un individu antisocial ».

Section du droit : « La valeur de la personnalité selon les critères du Droit de Défense sociale ».

Section de psychologie et de psychiatrie : « Critère psychologique sous l'angle de la défense sociale et de la rééducation sociale de l'individu ».

Section de médecine légale et de criminologie : « Si l'anti-socialité est une catégorie ou une définition ».

Section des procédures.

Section de police.

Section de l'exécution.

Echos - News Flashes

Lors de la Conférence internationale sur les Méthodes en Sciences Politiques, tenue à la Maison de l'UNESCO, à Paris, du 13 au 16 septembre 1948, il a été procédé à la formation d'un Comité préparatoire chargé d'étudier la création d'une . *Association internationale des Sciences Politiques*. Ce Comité, appelé à s'étendre pro-

chainement par cooptation, se compose actuellement du Professeur Walter R. Sharp (New-York), Président; John Goormaghtigh, 31, rue Montoyer, Bruxelles, Secrétaire; Raymond Aron (Paris) et William A. Robson (Londres), Membres.

The Preparatory Conference of Representatives of Universities convened by UNESCO in collaboration with the Netherlands Government and held in Utrecht. 2nd - 13th August 1948. decided to appoint an Interim Committee, selected with reference to geographical areas, empowered to draw up a scheme for an *International Universities Bureau* and for an *Association of Universities*.

*

En février s'est tenu à Nice, sous la présidence de M. Théo Fleischman, Administrateur-Directeur général de l'Institut National Belge de Radiodiffusion, un congrès international chargé d'examiner le problème d'une *Université internationale Radio phonique*.

Les résultats obtenus dans les différents pays qui ont déjà instauré des Radio-Universitaires furent étudiés ainsi que le problème des catégories d'auditoires.

Un Secrétariat assuré provisoirement par la Radiodiffusion française, fut chargé d'élaborer certains projets concrets de programmes qui seront examinés et utilisés par les radios participantes.

Un prochain congrès permettant d'évaluer les résultats obtenus et les nouvelles dispositions à prendre, se tiendra en France à une date à fixer à partir d'octobre.

*

Une conférence d'économistes s'est tenue à Paris, à la Maison de l'UNESCO, dans les premiers jours d'avril, pour préparer la création d'une *Association internationale d'Economie Politique*.

A l'issue de cette conférence, un comité intérimaire de six membres a été constitué. Il est formé de MM. les Professeurs Rueff (France), Keilhau (Norvège), Robertson (Royaume-Uni), E. Ronald Walker (Australie), Haberler (Etats-Unis) et Leener (Belgique). Le Comité a désigné comme secrétaire, **M. Mosse** (Professeur à l'Université de Grenoble). Il se réunira le 15 juillet pour examiner le projet de statuts de l'Association.

L'Institut International de Droit Public, 12, place du Panthéon, à Paris, créé en 1927. a repris ses travaux. (Président : M. Gaston Jèze; Secrétaire général : M. B. Mirkin-Guetzévitch; Trésorier : M. Rolland).

L'Institut envisage de reprendre la publication de son Annuaire, recueil annuel des Constitutions et des lois du droit public du monde entier, annotées et commentées par de nombreux collaborateurs ainsi que la publication de la Bibliothèque, série de monographies concernant les problèmes du droit public.

*

Après une interruption due aux années de guerre, la *Fédération Internationale des Bâtiments et des Travaux Publics*, 9, avenue Victoria, à Paris, a repris son activité.

Elle a tenu à Paris, le 8 octobre 1948. une assemblée générale, au cours de laquelle il fut procédé à un remaniement des statuts et à l'élection du Bureau (Président : M. Edgard Frankignoul ; Trésorier : M. Lassale ; Secrétaire : M. A. Ducret).

Elle groupe des Fédérations de 12 pays différents et des affiliations sont en cours avec d'autres pays.

Le premier numéro de son Bulletin périodique a paru en mars 1949.

*

The International Colonial Institute was founded on January 8th 1894 chiefly in order to facilitate and diffuse the comparative study of colonial administration and legislation. A general Meeting held in Brussels on 13th March, 1948, decided to modify the statutes of the Institute on three points : - its scope - its membership - its name.

It is now called the *International Institute of Political and Social Sciences Concerning Countries of Differing Civilisations* (Previously *The International Colonial Institute*). Whereas under its original statutes the Institute could only accept as members those belonging to countries possessing colonies or colonizing their own territories, from now on the Institute would be constituted of members chosen from people of all nationalities, regardless of race or sex, who possess a thorough knowledge, theoretical or practical, of the problems with which it is its purpose to deal.

Congrès annoncés - Forthcoming Congresses

061.3 (083.8).

DATE	TITRE DE LA REUNION	SIEGE
DATE	NAME/SUBJECT	PLACE
	JUIN — JUNE	
1949-06.	Institut international de Droit Public - Session annuelle.	PARIS
1949-06.	Commission internat. des Fédérations agricoles - 14 ^e Session.	BRUXELLES
1949-06.	Fédération internationale de Philatélie - Congrès annuel.	PARIS
1949-06.	Union internationale de Télécommunications - Conférence européenne des longueurs d'onde.	OSLO
1949-06.	Réunion de la Ligue des Sociétés régionales de la Croix-Rouge en Extrême-Orient.	AUSTRALIE
1949-06.	Third Conference on African Tourism.	NAIROBI
1949-06.	Congrès préparatoire à la création d'un Institut international du Méthane.	PADOUE
1949-06-1/4.	Comité intérimaire de Coordination des Services de Comptes rendus analytiques médicaux et biologiques (UNESCO-OMS).	PARIS
1949-06-3/4.	Organisation internationale du Travail - 109 ^e session du Conseil d'Administration.	GENEVE
1949-06-3/5.	3 ^e Congrès international d'Acupuncture.	PARIS
1949-06-4/5.	Fédération internationale des Jeunesses Musicales - IV ^e Congrès.	LA HAYE
1949-06-4/6.	III ^e Journée de Pathologie comparée de Langue française.	LYON
1949-06-4/25.	Commission pour la Reconstruction de l'Education internationale - Stages internationaux d'études.	SYRACUSE (U.S.A.)
1949-06-5.	Fédération internationale de l'Automobile - Conférence.	LISBONNE
1949-06-06.	Conference on the creation of a new International Organization of Social Sciences (UNESCO).	PARIS
1949-06-6/9.	Congrès international de Médecine d'assurance sur la Vie.	ROME
1949-06-6/21.	Union internationale des Transports Publics - Congrès.	STOCKHOLM
1949-06-7.	ICAO General Assembly - 3rd Session.	MONTREAL
1949-06-8.	Conférence internationale du Travail - 32 ^e session.	GENEVE
1949-06-9.	Conférence internationale des Associations pour la défense des intérêts des Diabétiques.	BRUXELLES
1949-06-10.	Fédération internationale des Producteurs agricoles - 3 ^e assemblée générale.	GUELPH (Canada)
1949-06-10/11.	Union Thérapeutique internationale - 11 ^e Congrès.	BRUXELLES
1949-06-11/15.	Journées médicales de Bruxelles - XXIII ^e Session.	BRUXELLES
1949-06-12.	Conférence internationale des Infirmières.	STOCKHOLM
1949-06-12/16.	Rotary International - 40 ^e Congrès.	NEW-YORK
1979-06-13.	Organisation mondiale de la Santé - 2 ^e Assemblée générale.	ROME
1949-06-13/17.	Congrès international de la Société pour l'Histoire de la Pharmacie.	HAMBOURG
1949-06-13/17.	Chambre de Commerce internationale - 12 ^e Congrès.	QUEBEC
1949-06-13/18.	Union Académique Internationale.	BRUXELLES
1949-06-13/25.	FAO Council - Sixth Session	PARIS
1949-06-14/16.	I. C. S. U. Committee on Science and its Social Relations.	PARIS

DATE	TITRE DE LA REUNION	SIEGE
DATE	NAME-SUBJECT	PLACE
1949-06-14/19.	Llangollen International Musical Eisteddfod.	LLANGOLLEN (G-B)
1949-06-15/17.	International Gas Union - 4th Conference.	LONDON
1949-06-15/21.	International Order of Good Templars - Congress.	LONDON
1949-06-16/19.	Congrès international de Technique portuaire.	ANVERS
1949-06-16/25.	Conférence intern. sur l'Education des Adultes (UNESCO).	ELSENEUR
1949-06-16/26.	Conseil international des Femmes - Réunion du Comité exécutif et des commissions permanentes.	LUGANO 1
1949-06-20/25.	Conférence internationale sur les Services de comptes rendus analytiques scientifiques (UNESCO).	PARIS
1949-06-22.	O.I.R. - Conseil général - Session extraordinaire.	GENEVE
1949-06-22/2-07.	5 ^e Congrès international des Pâturages.	NOORWYCK/ZEE
1949-06-24.	Institut indien inter-américain - 2 ^e Conférence inter-américaine sur la vie des Indiens.	CUZCO (Pérou)
1949-06-24/25.	Fédération internationale des Syndicats Chrétiens d'Employés - 9 ^e Congrès.	STRASBOURG
1949-06-26.	Conférence pour la formation d'une nouvelle Centrale Syndicale Mondiale.	GENEVE
1949-06-27/28.	D. I. P. des N. U. - Conférence des organisations non gouvernementales.	GENEVE
1949-06-27/2-07.	Institut international du Théâtre - 2 ^e Congrès.	ZURICH
1949-06-27/3-07.	2 ^e Congrès international des Critiques d'Art.	PARIS
1949-06-29/2-07.	Conférence des organisations non gouvernementales consultatives.	GENEVE
1949-06-29/2-07.	World Federation of Trade Unions - 2nd World Congress.	MILAN
1949-06-29/2-07.	Société internationale de Musicologie - 4 ^e Congrès.	BALE
1949-06-30/2-07.	Institut international de Recherches betteravières - Congrès annuel.	FRANCE

En ce qui concerne les mois suivants, nous n'avons pas repris les annonces déjà parues dans nos deux précédents Bulletins. Le calendrier complet est publié tous les trois mois.

As to the following months, we have not reproduced the announcements printed in the two previous numbers.

The complete calendar is published every three months.

JUILLET — JULY		
1949-07.	Congrès international des Ligues du Coin de Terre.	LONDON
1949-07.	Conférence internationale des Grands Réseaux Electriques.	PARIS
1949-07-7.	Organisation internationale de Normalisation - Assemblée Générale.	PARIS
1949-07-10/24.	International Students Conference.	OSLO
1949-07-10/17.	Second pan-american Congress of Social Service.	RIO DE JANEIRO
1949-07-11/15.	Textile Workers International Conférence.	AMSTERDAM
1949-07-13/25.	International Association for Liberal Christianity and Religious Freedom - 13th Congress.	AMSTERDAM
1949-07-15/24.	South American Union of Engineering Associations - Pan-American Engineering Congress.	RIO DE JANEIRO
1949-07-18/23.	Alliance Internationale des Femmes - Droits égaux, responsabilités égales - 15 ^e Congrès.	AMSTERDAM
1949-07-18/23.	International Congress-Physical Education for girls.	COPENHAGEN

DATE	TITRE DE LA REUNION	SIEGE
DATE	NAME-SUBJECT	PLACE
1949-07-19/24.	Commonwealth Mycological Institution - Commonwealth Mycological Conférence.	LONDON
1949-07-26.	OMS - Comité d'experts pour la Tuberculose.	COPENHAGEN
1949-07-27/3-08.	United Nations Student Association - Summer Congress.	READING (G.-B.)
1949-07-28/8-08.	World Assembly of Youth.	BRUSSELS
1949-07-30/6-08.	International League of Women for Peace and Freedom - International Summer School.	GRIPSHOLM (Suède)
1949-07-31.	ITU - 2nd Administrative Aeronautical Radio Conference.	GENEVA
	AOUT — AUGUST	
1949-08-2/11.	Comité Culturel des Pays du Pacte à Cinq - Stage international de professeurs. Thème : « L'Union occidentale à l'Ecole ».	ASHRIDGE (G.-B.)
1949-08-4/8.	International Center of Chemical Fertilizers and Products useful for Agriculture - Vth Conference.	ZURICH
1949-08-15/24.	Pan-American Institute of Geography and History - First Pan-American Consultation of Commission on Geography.	RIO DE JANEIRO
1949-08-16.	Comité consultatif d'experts sur la technique des Conférences internationales (UNESCO).	PARIS
1949-08-21/28.	World Student Federalists - 3rd. Congress.	AMSTERDAM
1949-08-22.	Fédération mondiale de la Santé mentale - 2° Assemblée - OMS-UNESCO.	GENEVE
1949-08-23.	U.N. Conference on Road and Motor-Transport.	GENEVE
1949-08-27/3-09.	International Association for Research in Income and Wealth.	CAMBRIDGE
1949-08-29.	Association Internationale des Sciences Politiques - Comité préparatoire.	PARIS
1949-08-29/3-09.	World Federation of U.N. Associations - General Assembly.	GENEVE
1949-08-29/4-09.	World Movement for World Federal Government.	STOCKHOLM
	SEPTEMBRE — SEPTEMBER	
1949-09.	International Organization of Journalists - Congress.	BRUXELLES
1949-09.	Congrès international des Pen-Clubs.	VENISE
1949-09-1/3.	Fédération internationale chrétienne des Cheminots et Travailleurs - Congrès	CANNES
1949-09-3/5.	Free German League - International Congress of Peace.	GELSENKIRCHEN (Germany)
1949-09-3/10.	Institut International des Sciences Administratives. Round Table « De la structure, du rôle et du fonctionnement des administrations centrales des divers pays ».	LISBONNE
1949-09-4.	International Studies Conference - Congress.	VARSOVIE
1949-09-12/17.	5° Congrès international de Psycho-technique.	BERNE
1949-09-19.	Union Internationale des Producteurs et Distributeurs d'Energie Electrique - Congrès.	BRUXELLES
	OCTOBRE — OCTOBER	
1949-10-3/5.	Pan American Sanitary Organization - Eighth Meeting of Executive Committee.	LIMA

DATE <i>n AIE</i>	TITRE DE LA REUNION <i>NAME-SUBJECT</i>	SIEGE <i>PLACE</i>
1949-10-3/8.	International Social Security Association - General Assembly.	ROME
1949-10-6/11. 1949-10-8/9.	Fédération internationale des Musiciens - 2 ^e Congrès. St Joan's International Social and Political Alliance - Council Meeting.	VIENNE LONDON
1949-10-17/22.	Fédération internationale des Communautés d'enfants - Conférence générale.	CHARLEROI
1949-10-19/21.	Union Internationale Motonautique - Assemblée Générale.	BRUXELLES
1949-10-23/29.	Comité international de Médecine et de Pharmacie militaires - XII ^e Congrès.	MEXICO 1
	NOVEMBRE — NOVEMBER	
1949-11-1.	OMS - Comité d'experts pour les Maladies vénériennes.	NEW-YORK
1949-11-7.	Comité d'experts pour l'établissement d'un Institut international de la Zone aride (UNESCO).	PARIS
1949-11-11.	3 ^e Congrès inter-américain de Radiologie.	SANTIAGO (Chili)
	DECEMBRE — DECEMBER	
1949-12.	7 ^e Congrès pan-américain d'Architectes.	LA HAVANE
1949-12-16/18.	10th International Ornithological Congress.	WASHINGTON
	1950	
1950.	International Association of University Professors and Lecturers - 5th Congress.	PISE et FLORENCE
1950.	Congrès international des Journalistes catholiques.	ROME
1950-05-1/25.	UNESCO - Vth Session of the General Conference.	FLORENCE
1950-06-29/8-07.	Conférence internationale des Grands Réseaux Electriques - XIII ^e Session.	PARIS
1950-07.	VIII ^e Congrès internationale des Industries agricoles.	BRUXELLES 9
1950-07-10/15.	4th World Power Conférence «World Resources and Power Production ».	LONDON 1
1950-07-23/27.	6th International Congress of Radiology.	LONDON
	1951	
1951.	Commission intern, de l'Eclairage - XII ^e Session plénière.	SUEDE
1951-02.	World Power Conference - Indian sectional Meeting.	
1951-02.	Commission internationale des Grands Barrages de la Conférence mondiale de l'Energie - 4 ^e Congrès.	INDES
1951-05-14/20.	International Society of Orthopedic Surgery and Traumatology - 5th Congress.	STOCKHOLM
1951-09-8/17.	International Union of Chemistry - XVIth General Conference - XIth Congress of Pure and Applied Chemistry.	WASHINGTON
	1952	
1952.	Union internationale pour la Mécanique théorique et appliquée - VIII ^e Congrès.	ISTANBUL
	1953	
1953.	Union Géographique Internationale.	NEW-YORK

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
(ASSOCIATION INTERN. A BUT SCIENTIFIQUE: loi belge de 1919)

PALAIS D'ÉGMONT, g, place du Petit Sablon, BRUXELLES. Téléphone: 11.83.96 — Compte chèque postal n°

346.99

Secrétaire-Editeur responsable: M. Georges Patrick SPEECKAERT, 52, rue de la Brasserie, BRUXELLES.

4750 — Ane. Etabl. A. PUVRES, S. A., 59, av. Fonéy, Bruxelles.

IMPRIMÉ EN BELGIQUE

